

LA RÉVOLTE OU L'ÉPREUVE DU RISQUE : ENTRE EXIGENCE MORALE ET NÉCESSITÉ ANTHROPOLOGIQUE

Mory THIAM

Université Cheikh Anta Diop de Dakar

E-mail : mory.thiam@ucad.edu.sn

Résumé : Notre siècle est sans conteste celui de la révolte. Si pour la plupart les motivations exprimées sont d'ordre économique, il convient pourtant d'analyser la question sous un autre angle. Au-delà de la revendication de conditions économiques meilleurs, les révoltés ou révolutionnaires aspirent à autre chose de plus fondamental, leur liberté et leur humanité. Ce qui nous conduit à poser une telle hypothèse de départ c'est le risque inhérent au processus de révolte. Mais malgré tout le peuple est prêt à prendre le risque car il aspire à la reconnaissance de sa liberté. Car accepter de subir, n'est-ce pas renoncer à son humanité ? Mais si le besoin de reconnaissance de chacun est le moteur de la révolte, il faut plus pour plus pour pousser un peuple à se soulever, il faut des valeurs morales. Et à ce titre les morales guerrières fournissent suffisamment d'arguments pour emporter l'adhésion de tous. C'est pourquoi il est essentiel d'examiner les fondements de ces morales qui sous-tendent les révoltes.

Mots-clés : révolte ; risque ; valeurs ; reconnaissance ; liberté.

Abstract: Our century is undoubtedly that of revolt. If most of the expressed motivations are economic, yet it is necessary to analyse the issue from another angle. Beyond the demand for better economic conditions, the rebels or revolutionaries aspire to something more fundamental, her liberty and her humanity. What leads us to put forward such an assumption is the risk inherent in the process of revolt. But despite all this, the people are ready to take the risk since they aspire to the recognition of their freedom. For to accept is to undergo. In other words, to give up one's humanity? But if the need for recognition of each is the engine of revolt, there must be more to urge a people to rise up, they need morals values. And in this respect warlike morals provide enough arguments to get everybody's support. That's why it is essential to analyse the foundations of these morals that underlie the revolts.

Keywords: revolt; risk; values; recognition; liberty.

Introduction

L'époque contemporaine est marquée par une série de revendications politiques qui, parfois, prennent des allures tragiques. On peut sans contester affirmer que le XXI^e siècle est un siècle de révoltes. Dans tous les continents, on assiste à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux qui expriment un besoin de s'affirmer, de sortir d'une situation de soumission à des pouvoirs de plus en plus injustes. Comment comprendre cette soudaine tendance des peuples à vouloir s'affirmer contre des pouvoirs qui les ont tant opprimés ? Est-ce simplement le goût du risque ou une volonté réelle de s'affirmer ? Est-ce si soudaine d'ailleurs, car on est en droit de se demander si la révolte est un phénomène nouveau dans l'histoire politique du monde, quand on sait que des républiques comme la France ont été bâties à partir de révolutions telles que la fameuse révolution française de 1789. Mais alors toutes les révolutions peuvent-elles être comprises à partir de la même grille de lecture ? Qu'est-ce que les mouvements sociaux contemporains ont de particulier ? Notre analyse portera sur les bases philosophiques et morales qui sous-tendent tous les mouvements sociaux mais aussi les différentes mutations connus à travers l'histoire de la révolte.

1. La révolution une entreprise risquée

Au moment où une révolte ou une révolution éclate, les peuples opprimés ont déjà vécu une série de souffrances physiques et psychologiques qui s'est perpétuée durant des années voire même des décennies. Si l'oppression perdure, c'est à cause de deux choses : la première est que les tyrans ou les dictateurs oppresseurs n'exercent jamais une violence totale et absolue. En effet, ils sont généralement suffisamment intelligents pour savoir que sans le pouvoir de persuasion, sans l'endoctrinement, personne n'est prêt à accepter de subir l'oppression sans réagir. La liberté est une condition fondamentale de notre humanité, c'est pourquoi on ne pousse quelqu'un à y renoncer que par contrainte ou en le trompant, c'est-à-dire en lui faisant croire qu'on lui propose mieux. Ainsi ils commencent toujours par un travail de survalorisation de soi. Ils utilisent souvent les canons classiques de la mythologie pour se façonner une image presque surhumaine. Il s'agit là du culte de la personnalité qui leur permet d'installer dans la conscience collective l'idée qu'ils sont les sauveurs, « les

pères de la nation » dispensateurs de tout bienfait. Et souvent, cela marche, car l'histoire politique de l'humanité nous démontre que les plus grands tyrans ont été perçus comme des « pères de la nation ». Dans ces conditions, l'individualité n'est pas reconnue, les hommes deviennent de simples instruments du pouvoir politique. On assiste ainsi à une forme de nivellement par le bas qui annihile toute possibilité d'expression de l'individualité. Ou plutôt la seule individualité qui a le droit de s'exprimer, c'est celle du chef, du tyran qui ne gouverne que sur la base de ses caprices. Comme le dit M. Onfray (2007, p. 42) :

Dans ces mondes où triomphe le culte des idéaux, des universaux générateurs de mythologie- totalitaires et démocratiques, l'individu passe pour quantité négligeable. On le tolère ou le célèbre seulement lorsqu'il met son existence au service de la cause qui le dépasse et à laquelle tous vouent un culte.

La conséquence de tout ceci est que le fonctionnement de l'État est soumis au vent très aléatoire, des sentiments et pulsions du chef. Tout peut arriver, même les scénarios les plus improbables, les plus absurdes. C'est dire donc que les citoyens (ou plutôt les sujets, puisqu' en réalité c'est comme tels qu'ils sont traités) courent des risques énormes. Et le risque le plus grand ici est de perdre sa vie dans des conditions désastreuses. En effet, du moment qu'ils ne sont considérés que comme de simples instruments du pouvoir, leur individualité est niée et du coup ils deviennent tous interchangeables, il est possible d'éliminer n'importe lequel d'entre eux sans que cela n'entrave la marche de l'État- c'est du moins la conviction du despote.

C'est justement la peur de la mort qui empêche les masses de se révolter et d'affronter le pouvoir. Il faut dire que c'est une peur justifiée, car le pouvoir politique dispose de tous les moyens pour mettre en pratique sa politique de domination. En plus des « appareils idéologiques », l'État dispose d'« appareils répressifs. »¹ pour faire face à toute forme de contestation de son autorité. Et dans le cas des dictatures, les appareils répressifs n'attendent pas des velléités de révolte pour se mettre à l'œuvre. Par anticipation, l'État agite la menace de la répression, et dans certains cas,

¹ Nous empruntons ces deux termes à Louis Althusser.

il en arrive à son application effective avant même que la population ne se mette à contester. Le plus souvent d'ailleurs, la violence étatique est présentée comme un moyen nécessaire pour faire régner la loi. En effet, les tyrans sont souvent suffisamment intelligents pour comprendre que si la violence qu'ils exercent ne cadre pas (au moins en apparence) avec la loi, elle n'a aucune chance de perdurer. C'est la raison pour laquelle une tyrannie ne prospère que par la promulgation de lois dont la pertinence et la justesse sont fortement discutables. En réalité, il s'agit le plus souvent de trouver une excuse pour se débarrasser de tout potentiel contre-pouvoir (opposition, société civile, presse, etc.). A. Finkielkraut affirme, à ce propos, que « nous sommes les héritiers d'un siècle où l'obéissance à la loi a pu être érigée en excuse aux pires exactions » (A. Finkielkraut, 2017, p. 66).

Dans la plupart des cas d'ailleurs, les lois promulguées se manifestent par leur caractère exceptionnel. Et cela ne dépend pas de la forme de l'État ou du type de régime politique instauré. Cette situation peut se produire dans n'importe quel régime, même dans une démocratie où le peuple est censé être détenteur du pouvoir et donc seul créateur de la loi. Pour faire admettre une loi d'exception à la population, il suffit juste de lui faire croire qu'il s'est produit une situation d'exception qui nécessite des mesures exceptionnelles. Et afin que le cynisme atteigne son paroxysme et sa perfection, le pouvoir peut même se débrouiller pour créer lui-même une situation d'exception, pour justifier l'application de mesures d'exception qui en réalité ne sont qu'un prétexte pour opprimer les masses. Ainsi l'État est plongé dans la situation que ce qu'Ulrich Beck appelle « la société du risque ». En effet, pour Beck « la société du risque est une société de la catastrophe l'état d'exception menace d'y être un état normal ». (Ulrich Beck, 2008, p. 43.)

Mais malgré tout cela, les masses hésitent très souvent à entrer en révolte contre le pouvoir. En réalité, elles ont conscience du risque que constitue ne serait-ce qu'une désobéissance à la loi, fut-elle la plus insensée qui soit. Ce comportement repose sur une idée hobbesienne : « le calcul prudentiel ». Comme son nom l'indique il s'agit de faire un calcul cout/bénéfice pour déterminer s'il est opportun de s'engager dans une entreprise quelconque. Dans le cas de la révolte il s'agit de comparer la violence subie à celle que l'on subira en cas d'échec à renverser le pouvoir. Il

est évident que celle que le peuple risque de subir est bien supérieure à celle qu'elle subit quelle que soit par ailleurs sa teneur. Par conséquent le peuple a tendance à accepter de subir une violence de moindre importance plutôt que de courir le risque de s'engager dans une révolution qui, si elle échoue, expose la population à un degré de violence encore pire. Et vu tout le dispositif sécuritaire qui accompagne généralement les pouvoirs tyranniques, il Ya des raisons de croire en la possibilité d'un échec. Car la seule manière d'aboutir au résultat escompté, c'est de se débarrasser de l'opresseur et d'instaurer un pouvoir plus juste, ce qui ressemble à une entreprise plutôt titanique. Et sur ce point la majorité a toujours tendance à faire preuve de pessimisme quant à la possibilité de réussir. C'est ce pessimisme qu'exprime Nestor un des héros de l'*Iliade*. Lorsqu'Achille a tenté de s'opposer à Agamemnon, il lui dit ceci : « renonce à t'opposer au roi ouvertement. Jamais n'obtient part égale aux autres, le roi qui porte le bâton. Zeus lui donne la gloire. Tu es fort une déesse est ta mère, mais il est plus fort, il règne sur un grand nombre ». (Homère, 2013, p. 41.)

Si le héros et plus grand guerrier de la Grèce a peu de chance de réussir que dire alors des hommes ordinaires que sont les citoyens ? Car il faut le dire le problème de la révolution, c'est que c'est un risque : on met en jeu sa vie dans le but d'obtenir quelque chose qui aurait plus de valeur à nos yeux, c'est-à-dire la liberté, mais rien ne garantit que le résultat escompté sera obtenu.

Mais les citoyens font face à un deuxième problème et pas des moindres : celui de l'après révolution. Qui mettre à la place du tyran ? Sera-t-il meilleur que celui que l'on a chassé ? Pire encore est-on sûr de sortir de la situation de chaos que va installer la révolte ? Car une chose importante est à noter, c'est que la révolution est un moment temporaire de désordre politique, de crise au sens où un ancien ordre est destitué et un nouvel ordre n'est pas encore installé. C'est donc une situation où la violence atteint son paroxysme, car comme le dit Mao (1967, p. 13) :

la révolution n'est pas un dîner de gala ; elle ne se fait pas comme une œuvre littéraire, un dessin ou une broderie. Elle ne peut s'accomplir avec autant d'élégance, de tranquillité ou de délicatesse ou avec autant de douceur, d'amabilité ou de courtoisie, de retenue ou de

générosité d'âme. La révolution est un soulèvement, un acte de violence par lequel une classe en renverse une autre.

C'est donc une sorte d'état de nature hobbesien dans lequel les relations sont fondées sur la loi du plus fort et où chacun apparaît comme un loup pour son prochain. Et il faut dire que la mise en place d'un nouveau contrat social n'est pas un aboutissement nécessaire, car l'état de nature peut bien perdurer. Le cas le plus illustratif aujourd'hui est celui de la Libye où, depuis la destitution de Kadhafi un pouvoir politique unifié peine à se mettre en place. C'est dire donc qu'il est possible qu'un peuple se retrouve dans une situation pire que celle dans laquelle il était avant de s'engager dans une révolution. Toutes ces raisons dissuadent les peuples à s'engager dans une révolution et il faut dire que si on y réfléchit bien, il est censé de craindre la révolte. Alors, malgré toutes ces raisons évoquées pourquoi un peuple en arrive-t-il à faire une révolution ?

2. Le risque comme expression du cogito groupal

Pour comprendre les véritables mécanismes de la révolte de masse, il faut partir de ce dont le peuple est privé. En effet, un peuple opprimé est un peuple incapable de participer à la gestion des affaires le concernant. Ainsi, il assiste, impuissant, au déroulement de son existence propre qui devient à la longue un long chemin de croix qu'il est condamné à vivre. Vivre la tyrannie, ce n'est pas seulement être obligé de supporter les caprices d'un homme, mais c'est surtout accepter de se dépouiller de ce qui constitue la qualité fondamentale de son humanité c'est-à-dire la liberté et la capacité de s'autodéterminer. Comme l'affirme J.-J. Rousseau « renoncer à sa liberté c'est renoncer à sa qualité d'homme, aux droits de l'humanité et même à ses devoirs ». (J. J. Rousseau, 1995, p. 22)

Finalement, c'est notre humanité qui est niée, car les exactions, ainsi que les différentes formes de violence que le peuple subit finissent par le déshumaniser. Lorsque la tyrannie s'exerce avec la plus grande force, les passions prennent le dessus et les valeurs comme, la dignité et le respect de la personne sont reléguées au second plan. C'est comme si ceux qui gouvernent ne reconnaissent plus leurs propres citoyens comme étant des êtres humains dignes de respect. Dans cette situation, il n'y a plus d'altérité,

c'est-à-dire que les gouvernants et les gouvernés ne sont plus au même niveau de dignité.

On assiste au même type de dénivèlement que celui auquel aboutit la dialectique du maître et de l'esclave de Hegel. En réalité, dans cette dialectique, l'une des consciences est niée en tant qu'être raisonnable parce que tout simplement il a eu peur de la mort. Au fond ce n'est pas parce qu'elle est moins forte, mais c'est parce qu'elle n'en a pas conscience. En effet, dans la dialectique du maître et de l'esclave, les deux consciences sont au départ au même niveau. Et si l'une des consciences est parvenue à imposer sa domination à l'autre c'est grâce au courage dont elle a fait preuve devant l'épreuve ultime de la mort. Ainsi parce que son adversaire a renoncé devant la mort. D'ailleurs, le fait qu'elle ait réussi après à dominer la nature alors que le maître n'en est pas capable en est une preuve. On assiste à la même ruse dans la relation de domination et de servitude que les dirigeants politiques exercent sur leur peuple. Sauf qu'en considérant qu'il est trop risqué d'affronter le pouvoir, le peuple n'a pas encore compris la ruse qui est ici à l'œuvre. Les années ou décennies d'endoctrinement et d'intimidation ont fini par installer dans la conscience collective un manque de confiance en soi, et l'oubli de ses propres prérogatives. C'est pourquoi la révolte commence toujours par la capacité à se soustraire à cette ruse, à lui échapper. F. Gros a donc bien raison de noter que « pour désobéir authentiquement il faut comprendre les ressorts éthiques de ce qui nous fait obéir, obéir encore et toujours » (F. Gros, 2017, p. 66).

Mais, par-dessus tout, ce que le peuple n'avait pas compris, c'est qu'en refusant de prendre le risque d'affronter l'injustice, il en arrive à perdre son identité, et du coup son humanité. Et c'est exactement le même procédé que dans la lutte pour la reconnaissance. Car ici, l'une des consciences qui a su dominer sa peur est parvenue à devenir maîtresse et la conscience qui a renoncé au combat a renoncé du même coup à sa liberté. G. W. F. Hegel (1970, p. 242) décrit en ces termes :

la vie étant aussi essentielle que la liberté, la lutte se termine tout d'abord comme négation exclusive, par cette inégalité que l'un des combattants préfère la vie et se conserve comme conscience de soi individuelle, mais renonce à être reconnu libre, tandis que l'autre

maintient son rapport à lui-même et est reconnu par le premier qui lui est soumis ; c'est le rapport de la domination et de la servitude.

Mais il faut préciser que si la domination du maître est logique, on ne peut pas en dire autant de celle du tyran, car ce dernier est parvenu à son statut de chef non pas grâce à son courage mais grâce à la confiance que le peuple lui a accordée. Mais ce qui est intéressant dans cette lutte pour la reconnaissance dans la perspective de notre problématique, c'est le fait que désormais, le peuple à qui on fait jouer le rôle de l'esclave opprimé a désormais l'opportunité de rejouer la scène de la dialectique du maître et de l'esclave et d'aboutir au renversement. Car désormais, celui qui a eu peur de la mort au point de renoncer à sa liberté a pris conscience de son erreur. Cette erreur consistait à préférer subir les injustices et les violences tyranniques au nom de la préservation de la vie, au combat pour la liberté. En effet, une vie sans respect de la dignité humaine et sans aucune possibilité de s'exprimer est un enfer permanent et aujourd'hui les peuples opprimés en ont conscience. Et à l'image de la lutte pour la reconnaissance, c'est à celui qui aura le courage de risquer sa vie que reviendra la victoire. Car désormais le peuple a compris deux choses essentielles : la première est que la position de soumis n'est que le résultat d'une ruse qu'il est parvenu à démasquer. La deuxième chose c'est qu'il a compris qu'ici encore, la lutte est inévitable, car les tyrans se caractérisent par leur incapacité à négocier, convaincus qu'ils sont d'être dans leur droit d'imposer leur vision aux autres. Comme l'affirme Martin Luther-King « notre douloureuse expérience nous a montré que l'opresseur n'offre jamais de son propre chef la liberté à ceux qu'il opprime. Les opprimés sont obligés de la réclamer » (Martin Luther-King, 1965, p. 99.)

On serait en droit de se demander ce qui pousse les peuples à comprendre la nécessité de se révolter après tant d'années de soumission. En réalité ce n'est jamais un hasard, il y a d'abord les signes de faiblesse que peuvent afficher les pouvoirs trop répressifs. En effet, à force d'exercer une trop forte pression sur la population tout pouvoir finit par s'essouffler et donc par afficher des brèches que le peuple peut exploiter pour le renverser. Tout se passe comme si le pouvoir politique était régi par les mêmes principes que les lois physiques qui régissent la force, à savoir que la seule manière de perdurer, c'est d'exercer une pression si le besoin se fait

ressentir, et la relâcher s'il n'est plus nécessaire. Un pouvoir politique qui ne relâche jamais la pression est semblable à un corps qui est toujours en mouvement, qui ne respire pas. Ainsi, une fois que le pouvoir commence à s'essouffler, la masse comprend enfin que le risque n'était pas aussi grand qu'elle le croyait et que les chances de réussir très souvent aussi importantes que les chances d'échouer.

La deuxième chose qui peut pousser un peuple à comprendre la nécessité de se battre pour sa liberté c'est le fait que la violence subie ait atteint son paroxysme. En effet, puisque c'est la peur de subir la violence extrême qui empêche souvent le peuple de se révolter, si la violence subie atteint des proportions extraordinaires, le peuple prend conscience que, désormais, il ne peut plus subir le pire. C'est justement cela qui peut le conduire à une réaction contre l'oppression, car il aura la conviction de ne plus avoir rien à perdre. En d'autres termes, la violence extrême – et donc injuste, puisqu'une violence juste ne peut jamais être extrême – appelle paradoxalement, et de manière naturelle son contraire, le rétablissement de l'ordre et de la justice.

Comme le montre René Girard « pour que l'ordre puisse renaître il faut que le désordre arrive à son comble ». (René Girard, 1990, p 122). En d'autres termes si le risque de perdre sa vie est aussi important en se révoltant qu'en subissant passivement l'injustice, alors il serait plus opportun de se révolter. Car dans ce cas au moins on a une chance de mettre fin à l'oppression.

Si les citoyens sont désormais décidés à risquer leur vie, c'est donc parce qu'ils sont conscients que c'est la seule possibilité pour accéder à la pleine reconnaissance de leur humanité. C'est cette volonté d'exprimer un cogito collectif qu'exprime Albert Camus dans sa fameuse formule « *je me révolte, donc nous sommes* » (Albert Camus, 1951, p. 30). Si le cogito collectif est possible c'est d'abord grâce à une très grande solidarité qui lie les masses opprimées. C'est une solidarité telle que toute forme d'expression de la subjectivité et de l'égoïsme est annihilée. On pourrait se demander comment une telle solidarité a pu s'exprimer du moment qu'il y a une certaine tendance naturelle à l'égoïsme en chaque être humain. En réalité, il s'agit plus d'une forme de l'instinct grégaire qui pousse les hommes à s'unir devant le danger de mort. Il est vrai que la réaction instinctive est toujours

attribuée à l'animal, mais devant le danger, les hommes découvrent qu'il y a des réactions qui relèvent plus de leur animalité que de leur humanité. Bruno Latour a donc raison de dire que « *nous sommes tous devenus solidaires par les risques* ». (Bruno Latour, 2008, p 11)

Mais il y a plus que cela : les ressorts de cette solidarité peuvent aussi être cherchés dans une certaine idée de la morale. Il y a ici une revendication fondée sur des valeurs morales, celles du respect de la dignité humaine, de la nécessité de l'équité dans le traitement des hommes, Car en effet, la révolution est d'abord et avant tout un engagement qui est le fruit d'une indignation et derrière toute indignation, il y a une certaine prise de conscience de la destruction de certaines valeurs au profit des antivaleurs. Et c'est de plus en plus le cas aujourd'hui car nous avons une opinion publique de plus en plus exigeante et de plus en plus intolérante à toutes les formes d'oppression. L'humanité a atteint aujourd'hui un niveau de conscience morale jamais égalé, même si, paradoxalement, les actes allant à l'encontre de la dignité humaine sont très fréquents. Ce contraste s'explique d'abord par le décalage entre le niveau de conscience des masses, de l'opinion publique et celui de ses dirigeants. Tout porte à croire que le peuple est plus mature que ses dirigeants qui, trop souvent enfermés dans leur tour d'ivoire, peinent à voir les mutations nécessaires qui s'opèrent dans la société. Ainsi on assiste à un phénomène inédit dans l'histoire politique du monde : les grands bouleversements ne sont plus impulsés par les gouvernants mais par les masses. Contrairement à la perspective hégélienne où ce sont les grands hommes, les chefs d'État, qui sont les moteurs du progrès social et politique de l'humanité, ce sont les masses qui guident la marche de l'Esprit vers la liberté authentique. Gustave Lebon a donc raison de dire que « *ce n'est plus dans les conseils des princes, mais dans l'âme des foules que se préparent les destinées des nations* ». (Gustave Le Bon, 1905, p. 11) Mais est-ce forcément une bonne chose ? Les masses populaires sont-elles toujours capables de maîtriser les soubresauts d'une révolte ?

3. Les pièges de la révolution : un autre facteur de risque

Si orchestrer une révolution, c'est courir le risque d'échouer et d'en subir les conséquences désastreuses, il reste vrai que c'est également courir le risque de réussir, de trop bien réussir. Car en effet, si la révolution est

déclenchée par une frustration longtemps accumulée, au moment où elle se déclenche, les populations sont dans une colère telle que leur action devient très souvent incontrôlée. Si un homme en colère est un homme qui ne réfléchit plus, possédé qu'il est par une sorte de superpuissance des passions agressives, que dire alors d'une foule en colère ?

En réalité une foule en colère devient facilement un tyran car elle est convaincue d'avoir raison, et pour cette raison elle n'est jamais prête à faire de compromis. Pour A. Camus (1951, p. 21) :

le mouvement de révolte s'appuie, en même temps, sur le refus catégorique d'une intrusion jugée intolérable et sur la certitude confuse d'un bon droit, plus exactement l'impression, chez le révolté, qu'il est « en droit de... ». La révolte ne va pas sans le sentiment d'avoir soi-même, en quelque façon, et quelque part, raison.

Il est vrai que si nous tenons compte des motifs précédemment cités (l'oppression d'un dictateur, les bavures policières, la violence injustement subie) on peut accorder aux révoltés la légitimité de la révolte. Mais très souvent la tournure des événements pousse parfois à s'interroger sur la pertinence de la démarche des révoltés. Il ne s'agit pas de remettre en cause ici la pertinence des révoltes populaires, car, le plus souvent, on ne peut pas douter de leur légitimité. Mais le problème se situe surtout au niveau de la démarche. En effet, une foule en délire ne parvient plus à distinguer les vrais responsables de sa situation. Elle devient sourde, muette et aveugle, incapable d'entendre ni de voir la différence entre ceux qui lui ont causé du tort et ceux qui cherchent à tempérer sa réaction pour lui faire prendre la bonne direction. Elle a alors tendance à prendre pour cible tout ce qui peut l'empêcher de satisfaire sa soif de vengeance. Par conséquent, durant le moment que dure la révolte tout le monde court le risque d'y laisser sa vie et ce parfois de manière très injuste. On peut même en arriver à se demander si la violence qu'ils exercent n'est finalement pas pire que celle qu'ils cherchent à combattre. C'est dire donc qu'ils ne tiennent pas toujours compte de cet avertissement de F. Nietzsche 1991, p. 147 pour qui « celui qui lutte contre les monstres doit veiller à ne pas le devenir lui-même ».

Le risque est d'autant plus grand qu'il est possible que le peuple se trompe de combat. Car il faut préciser que les révolutions ne sont pas toujours déclenchées pour les bonnes causes. Car comment comprendre

qu'une population se rebelle contre un dirigeant qu'il a porté au pouvoir après seulement quelques mois sans même lui donner le temps de s'exprimer. En réalité le pouvoir de manipulation des médias est tel aujourd'hui qu'ils peuvent faire passer n'importe qui comme un sain ou un monstre. Et du moment que l'opinion publique est généralement une opinion de médias, c'est-à-dire qu'elle ne porte son jugement qu'en fonction des informations que lui livre les médias, il est de plus en plus difficile de savoir si un peuple s'est révolté parce qu'elle ressent réellement le besoin ou si on lui a fait avaler la fausse idée qu'il peut espérer mieux que ce qu'il a déjà. Comme le dit Machiavel, « trompé par une fausse apparence du bien, un peuple désire souvent sa ruine ; de grandes et glorieuses promesses le convainquent aisément ». (N. Machiavel, 1996, p. 276.)

Mais il y a surtout une autre manière de se tromper de combat : c'est de croire que la révolte est un combat contre une personne dont il suffit de se débarrasser pour atteindre le bonheur escompté. Le plus souvent, l'oppression des dirigeants n'est que l'expression d'un système savamment orchestré ; d'ailleurs c'est pour cela qu'elle peut perdurer. Malheureusement les citoyens ont tendance à mettre un nom et un visage derrière leur malheur, en oubliant qu'il n'en est que le porte-étendard car il est absurde qu'un seul homme, quelle que soit sa force, puisse assujettir tout un peuple. Ce que les masses ne comprennent pas souvent, c'est que leurs maux sont plus imputables à un système corrompu qu'à un seul homme. C'est pourquoi Hannah Arendt avertit en affirmant qu'« aucune révolution n'a jamais résolu "la question sociale" ni libéré les hommes des griffes du besoin ». (Hannah Arendt, 1990, P 161) En d'autres termes, avant d'orchestrer une révolte l'idéal aurait été de se préparer à l'après-révolte, se préparer à instaurer un système fondé sur de nouvelles valeurs capables de mener à une société juste et équitable. Malheureusement les révoltés sont trop souvent en colère pour y penser. La conséquence est que les promesses de la révolution ne sont que rarement tenues, et le début de la deuxième décennie de notre siècle nous en a suffisamment donné les preuves.

Conclusion

Les révolutions sont des moments importants dans l'histoire politique du monde. Elles permettent de mesurer la maturité d'un peuple et

sa capacité de faire face aux grands défis des bouleversements. Mais il faut dire que ce sont des moments de crise et donc de dangers permanents où tout est possible, le meilleur comme le pire. C'est dire donc que révolution rime avec risque et qu'à ce titre il est opportun de bien réfléchir aux circonstances et conditions de sa mise en œuvre.

Références bibliographiques

- ARENDRT Hannah, 1990, *Essais sur la révolution*, Traduit de l'anglais par Michel Chrétien, Paris, Gallimard.
- BECK Ulrich, 2008, *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion.
- CAMUS Albert, 1951, *L'homme révolté*. Edition électronique réalisée à partir de l'édition Paris, Gallimard.
- FINKIELKRAUT Alain, 2017, « Entretien entre Alain Finkielkraut et Frédéric Gros : de vrais insoumis », in *Philosophie Magazine*, N° 112, *A quoi tient l'autorité ?*
- GIRARD R. *La violence et le sacré*, (1990) Paris, Hachette Littérature.
- GROS F. (Septembre 2017) *Entretien entre Alain Finkielkraut et Frédéric Gros : « de vrais insoumis »*, in *Philosophie Magazine*, N° 112, *A quoi tient l'autorité ?*
- HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, 1970, *Précis de l'encyclopédie des sciences philosophiques*, trad. Jean Gibelin, Paris. Vrin.
- HOMERE, 2013, *Iliade*, Traduction nouvelle de Jean-Louis Backes, Paris, Gallimard.
- LATOUR Bruno, 2008, « Beck ou comment refaire son outillage intellectuel », in Ulrich Beck, *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité* Paris, Flammarion.
- LE BON G. (1905) *Psychologie des foules* Une édition électronique réalisée à partir du livre de Gustave Le Bon, *Psychologie des Foules*, Paris, Félix Alcan.
- LUTHER KING Martin, 1965, *Révolution non-violente*, traduit de l'américain par Odile Pidoux, Paris, Payot.

- MACHIAVEL Nicolas, 1996, *Discours sur la seconde décade du Tite-Live*, in *Œuvres*, trad. Christian Bec, Paris, Robert Laffont, p. 179-241.
- MAO-TSE-TOUNG, 1967, *Citations du président Mao-Tse-Toung : Le petit livre rouge*, Pékin, Éditions en Langues Étrangères.
- NIETZSCHE Friedrich, 1991, *Par-delà le bien et le mal*, Trad. Henry Albert, revue par Marc Sautet, Paris, Poche.
- ONFRAY Michel, 2007, *Politique du rebelle : traité de résistance et d'insoumission*, Paris, Grasset.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, 1995, *Le contrat social*, extraits, Paris, Larousse.